

Déclaration de politique générale 2009-2010

**« Une déclaration d'inaction politique régionale »**

Intervention de Didier Gosuin  
Chef de groupe MR

Madame la présidente,  
Monsieur le Ministre-Président,  
Mesdames, Messieurs les Ministres,  
Cher Collègues,

J'ai écouté votre intervention avec une oreille aussi attentive que critique. Comme le 16 juillet dernier. Entre votre déclaration de juillet sur votre accord gouvernemental 2009-2014 et celle d'aujourd'hui qui se limite bien naturellement à la politique générale qui sera menée en 2009-2010, trois mois se sont écoulés. Trois mois sans que notre Parlement travaille même si, à notre demande, les premières commissions se sont réunies la semaine dernière. Si je commence mon intervention en rappelant ce fait, c'est parce que je tiens à souligner, comme porte-parole d'un groupe qui reste la première force politique de cet hémicycle, que nous ne sommes pas heureux de cette situation.

Madame la Présidente, dans son discours d'introduction, a rappelé que notre **Parlement**, dans ces moments de crise, doit être le véritable **lieu de parole** des Bruxellois. Je la prends au mot et lui demande, au nom de l'opposition, de faire en sorte que le **travail et le débat soient plus intenses**. Beaucoup plus intense. Parce que **l'actuel calendrier de travail** qui est proposé par la majorité nous semble **trop léger**. En moyenne, en 2009, le parlement se réunira à peine plus d'une fois par mois (séances protocolaires comprises). C'est beaucoup trop peu pour un hémicycle qui compte tant de députés. Je lance donc un appel clair à la majorité. Aux membres de la majorité de ce Parlement et à ceux du Gouvernement : **n'ayez pas peur du débat. Ne faite pas tourner cette institution au ralenti.**

Nous sommes dans un moment de crise. Nous sommes confrontés sans doute aux plus grands défis que la Région n'a jamais connus. Vous l'avez dit, Monsieur le Ministre-Président, nous sommes à un moment clé qui nécessite de **mobiliser l'ensemble des forces vives** de cette Région. **Le groupe MR est partie prenante** de cette mobilisation militante à laquelle vous appelez pour Bruxelles.

Bien sûr, nous avons des divergences parce que nous ne sommes pas d'accord avec certains choix de l'Olivier. C'est évident et c'est d'ailleurs démocratiquement sain. Notre divergence principale concerne assurément la gestion financière et budgétaire de cette Région et le problème du refinancement.

## **Budget : les excès de l'Olivier I**

Sous la législature précédente, en période de vache grasse budgétaire, l'Olivier a mené des politiques dommageables pour nos finances en considérant que ces recettes conjoncturelles, temporaires, nées d'un contexte immobilier favorable, allaient être pérennes. Ce qui n'est évidemment pas le cas. Et malgré votre plaidoyer pour la gestion budgétaire de votre précédent gouvernement, je maintiens mon analyse qui consiste à **dénoncer certains excès**. Avec nuance parce que vous avez aussi mené des politiques utiles, c'est évident. Je n'ai pas envie de nous enfermer dans un débat caricatural. Mais soyons honnêtes et reconnaissons tout de même que **certaines dépenses décidées sous l'olivier I plombent le budget de l'Olivier II**.

Rapidement, quelques exemples :

- La forte croissance de la fonction publique régionale sous l'Olivier I était-elle totalement justifiée ? Je ne le pense pas. Et je ne suis évidemment pas un adversaire de la fonction publique. Mais **600 fonctionnaires de plus en 5 ans**, c'est évidemment un coût récurrent important pour notre Région ;
- Les gaspillages dû à une **mauvaise gestion** : fiasco Citeo, prix exorbitant payé pour les terrains de la SNCB via la SAF... ;
- Augmentation de 15% des **cabinets ministériels** ;
- Les **dépenses excessives** de communication de certains Ministres
- Sans parler des projets que je qualifie de farfelus, je pense – pour ne plus reparler de la piscine du canal - à la couverture de la trémie Toison d'or ou le projet de tunnel rue de la Loi.

Tout cela montre à quel point **les marges ont existé durant 5 ans**. Et puis, si le Gouvernement peut aujourd'hui se passer de 200 millions d'euros « *sans que le Bruxellois ne s'en rende compte* », n'est-ce pas qu'une gestion rigoureuse plus stricte pouvait être menée ? Je reconnais le caractère un peu provocateur de cette question faussement naïve, mais je maintiens mon analyse de fond.

Quelque chose d'autre me frappe lorsqu'on aborde le problème de nos moyens budgétaires : **jamais une politique menée ces 20 dernières années n'est remise en cause**. N'existe-t-il donc pas des politiques qui ont atteint leurs objectifs et dont on devrait diminuer voire supprimer les moyens ? Chaque fois, on maintient l'ensemble et on rajoute une couche, ce qui finit par **rendre la lasagne bruxelloise totalement indigeste**. Autre piste d'économies sur lesquelles je n'entends pas le Gouvernement qui crie au sous-financement : **les rationalisations** des structures administratives. Sous la précédente législature, le Gouvernement a confié des missions logement à la SRIB, à la SLRB, à la SDRB et au Fonds du logement, est-ce bien cohérent de disperser ainsi des mêmes missions sur tant d'organismes différents ? Pas un mot sur la rationalisation du nombre de paras ou d'intercommunales en Région bruxelloise.

Pour finir sur le budget, un dernier mot sur les **recettes**. Nous avons, là aussi, des divergences d'approche. Cette majorité Olivier s'est constituée essentiellement au nom de **convergences idéologiques**. Ce n'est pas moi qui le dite, c'est vous qui l'avez crié sur tous les toits au lendemain des élections. Cette idéologie dont l'Olivier se revendique se base sur des propositions contenues dans les programmes électoraux. Etonnamment, lorsqu'il s'agit de **mettre ces propositions en œuvre**, dont certaines peuvent générer des recettes, on sent la majorité **Olivier particulièrement timide**. Comble du paradoxe, votre Gouvernement qui dit avoir géré avec parcimonie les deniers publics ces cinq dernières années est aussi celle qui s'est privée volontairement de recettes, je pense notamment à la taxe régionale. Alors ne pensez pas que le MR soudainement défend l'augmentation des impôts mais j'insiste là-dessus pour que chacun prenne ses responsabilités. Soyez responsables de vos actes et assumez-les.

Vous parlez du défi de la congestion automobile et des investissements colossaux nécessaires pour relever ce défi mais durant 5 ans vous n'avez pris aucune initiatives pour, par exemple, modifier la fiscalité automobile qui relève aussi de vos compétences, je parle de la taxe de circulation et de la taxe de mise en circulation.

J'ai été Ministre de l'Environnement et de la Propreté publique de cette région et durant des années, j'ai entendu un membre de votre majorité défendre le principe du sac payant. Depuis 5 ans, ceux qui portaient ces propositions avec force sont soudainement devenus aphones... A nouveau, le sac payant cela n'a jamais été ma tasse de thé et je n'ai pas changé d'avis mais je vous reconnais le droit de mettre en œuvre ces politiques. Je les critiquerai peut-être, mais chacun son rôle. Enfin, pour conclure là-dessus et casser les images caricaturales, je rappelle qu'en tant que ministre de l'eau, j'ai créé à l'époque une taxe sur les eaux usées pour financer l'épuration. Pas de gaieté de cœur, mais j'avais pris mes responsabilités.

### **Refinancer les politiques bruxelloises**

Pour rester dans cet aspect budgétaire qui concerne une large part de votre intervention, un mot sur le refinancement. Oui, Monsieur le Ministre-Président, la **loi de financement** que votre meilleur ami de Molenbeek a concocté avec l'appui total du PSC en 1988 est une **mauvaise loi pour Bruxelles**. C'est un fait et c'est d'ailleurs pour cela que nous ne l'avons pas votée. Mais laissez croire, comme vous le dites, que sans refinancement, Bruxelles n'est plus gérable est une posture dont je ne partage absolument pas la pertinence dans le contexte actuel.

Et puis, Monsieur le Ministre-Président, laissez-moi vous posez une question simple : vous n'avez pas obtenu le refinancement de la Région quand le contexte budgétaire belge était favorable. Qu'est-ce qui vous laisse penser qu'aujourd'hui, alors que tous les pouvoirs sont financièrement exsangues, que Bruxelles obtiendra aujourd'hui des moyens supplémentaires ? Et ce, même si la majorité des Vice-Premiers fédéraux sont Bruxellois. Je ne dis pas pour autant qu'il faut arrêter de le revendiquer. Je dis qu'il **faut arrêter de construire les budgets de notre Région dans l'unique perspective de ce refinancement**.

Si je peux vous rejoindre sur la nécessité de refinancer d'urgence certaines politiques bruxelloises, je tiens à briser un tabou qui sans doute ne vous fera pas plaisir et peut se résumer comme suis : **OUI il faut refinancer les politiques qui touchent les Bruxellois, NON cela ne signifie pas nécessairement donner plus d'argent à la Région bruxelloise**. Quelques exemples :

- **Sécurité**. Ce sujet vous tient à cœur. Les émeutes de septembre à Forest et Molenbeek ont démontré à quel point les problèmes de sécurité existent à Bruxelles et en Commission de l'Intérieur vous avez-vous-même reconnu que la Région n'a quasi aucune compétence pour agir. **Refinancer les zones de police, c'est aussi refinancer Bruxelles**. Même si je profite de l'occasion pour vous dire que je soutiens votre proposition de financement pluriannuel des politiques de prévention ;
- **Formation**. Deuxième exemple. Avec plus de 20% de chômage et un nombre massif de jeunes chômeurs non-qualifiés (35%), Bruxelles souffre plus que n'importe quelle autre ville de l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail. Relever le défi social bruxellois passe inévitablement par un investissement massif dans nos filières de formations techniques et professionnelles qui dépendent de la Communauté française. **Refinancer l'enseignement qualifiant, c'est aussi refinancer Bruxelles**.
- **Justice**. La délinquance et les incivilités se nourrissent de l'impunité qui règne dans un système incapable d'enrayer l'arriéré judiciaire bruxellois. Quand les infractions ne sont plus sanctionnées, elles se multiplient. **Refinancer la justice pour résorber l'arriéré judiciaire bruxellois, c'est aussi refinancer Bruxelles**.

- **Pauvreté.** Chaque année et plus encore depuis la crise financière, le nombre de personnes pris en charge par les 19 CPAS bruxellois ne cesse d'enfler. **Refinancer les CPAS via le Fédéral, c'est aussi refinancer Bruxelles.**

Sécurité, Enseignement, Justice, CPAS : 4 défis fondamentaux pour les Bruxellois(es) qui ne dépendent pas directement des compétences régionales. Pourtant, refinancer ces politiques est indispensable. Refinancer ces politiques, c'est refinancer Bruxelles. Et je préfère qu'on refinance prioritairement ces politiques là, celles qui touchent directement les Bruxellois, que de donner 500 millions de plus à l'institution régionale qui n'a pas de compétences pour agir dans ces matières mais trouverait certainement très vite un accord pour affecter ces moyens. Tantôt pour repeindre une nouvelle fois les trams, tantôt pour une piscine à ciel ouvert, tantôt pour une Place Rogier à 40 millions d'euros ou pour creuser un tunnel sous la rue de la Loi... Toutes des propositions qui ne me semblent absolument pas prioritaires. **Rendre le refinancement des institutions régionales bruxelloises consubstantiel à la bonne gestion gouvernementale, c'est placer Bruxelles dans une position de faiblesse** dans le débat institutionnel qui s'annonce.

### **Manque de mesures concrètes**

Vous annoncez, dans cette déclaration l'installation de groupes de travail, notamment sur les relations entre les communes et la Région, des comités de pilotage sur le PRDD, le lancement de concours d'urbanisme... Toutes de annonces globalement sympathiques – el l'opposition répondra positivement à participer à la réflexion chaque fois que l'invitation sera lancée – mais j'aurais vraiment préféré vous entendre nous expliquer :

- Comment vous allez mettre en œuvre l'accompagnement personnalisé des jeunes chômeurs en 2010 ;
- Comment allez-vous appliquer l'instauration du bail à durée déterminée dans les logements sociaux qui figure dans votre déclaration gouvernementale ;
- Comment vous allez améliorer concrètement la vitesse commerciale des transports en commun ;
- Dans quels délais allez-vous créer cette centrale d'achat régionale des fournitures ?
- Etc.

Bref, comment allez-vous avancer concrètement dans la mise en œuvre de mesure que vous avez-vous-même placée en tête de vos priorités ? Un grand Pow-Wow sur le PRDD c'est sympathique mais cela reste de la politique en chambre. Nous aimerions vous entendre sur des choses beaucoup plus concrètes dans toutes les politiques qui relèvent de votre compétence. Mes collègues du groupe interviendront plus longuement sur tous ces aspects logement, mobilité, emploi...

Pour ma part, en guise de conclusion, je vous dirais, M. le Ministre-Président, que votre déclaration de politique générale pourrait être rebaptisée « **déclaration d'inaction politique régionale** ». J'attire votre attention sur le calendrier. L'année 2010 est l'année la plus propice aux actions politiques audacieuses puisque 2011 et 2012 seront des années d'élections et qu'en 2013 nous seront déjà en fin de législature. Ne pas profiter de cette opportunité serait une faute politique. Aujourd'hui, vous nous avez parlez de manière floue et générale de quelques pistes de réflexion et nous critiquons cette attitude. Si le discours est insatisfaisant, imprécis et largement incomplet, peut-être que les actes suivront néanmoins. Nous vous laissons donc le bénéfice du doute et ne pas juger par avance les actes concrets que vous êtes susceptibles de poser dans cette première année de législature. Enfin, pour terminer sur une note positive, je souhaite vous dire que le groupe MR apprécie qu'enfin, sur un dossier précis, **vous tendiez la main à la première force politique de cette Région**. Nous la saisissons avec plaisir... et avec poigne. Comptez sur nous, donc, pour apporter nos idées dans ces groupes de travail et dans cet hémicycle.

Je vous remercie pour votre attention